

102269803
NCL/LM/

**L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE,
LE DOUZE FÉVRIER**

**A TOULOUSE (Haute-Garonne), 13, rue d'Alsace Lorraine, en l'Office
Notarial ci-après nommé,**

Maître Nathalie CAYROU LAURE, soussigné

**Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle « François-Régis
BOYER, Nathalie CAYROU LAURE, Benoît CASTER, David D'AMELIO, Notaires
Associés, Société Civile Professionnelle, titulaire d'un Office Notarial », dont le
siège social est à TOULOUSE (Haute-Garonne), 13, rue d'Alsace Lorraine,
titulaire :**

**- D'un Office Notarial situé à TOULOUSE (Haute-Garonne), au siège ci-
dessus visé**

**- D'un Office Notarial situé à CASTANET-TOLOSAN (Haute-Garonne), 32
avenue de Toulouse ,**

A REÇU LE PRESENT ACTE DE NOTORIETE A LA REQUETE DE :

- Monsieur Yves STRUYVEN à ce non présent mais représenté par Madame
Adélaïde BENNETT STRUYVEN en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés aux
termes d'une procuration sous seing privé dont une copie demeure ci-annexée.

- Madame Dorothea LINDNER à ce non présente mais représentée par
Madame Adélaïde BENNETT STRUYVEN en vertu des pouvoirs qui lui ont été
conférés aux termes d'une procuration sous seing privé dont une copie demeure ci-
annexée.

- Madame Adélaïde BENNETT STRUYVEN, présente à l'acte.

**Etant observé que le ou les requérants ci-après nommés, qualifiés et
domiciliés seront indifféremment dénommés aux présentes "les requérants" ou
"les ayants droit", et ce, qu'il y ait ou non pluralité de requérants.**

Préalablement aux informations et déclarations objet des présentes, il est
exposé ce qui suit :

EXPOSE

PERSONNE DECEDEE

Monsieur Olivier Frédéric **STANG STRUYVEN**, en son vivant agent
immobilier, demeurant à MANDELIEU-LA-NAPOULE (06210) 440 La Corniche d'Azur
résidence Le Piazza.

Né à WIESBADEN, (ALLEMAGNE) le 25 février 1971.

Célibataire.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

De nationalité allemande.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Décédé à MANDELIEU-LA-NAPOULE (06210) (FRANCE), le 10 décembre
2023.

Dispositions testamentaires

Les ayants droit ont retrouvé dans les affaires du défunt un écrit paraissant
être un testament de cette personne opérant une répartition des biens entre les
héritiers.

Cet écrit ne remplit pas les conditions de validité de fond et de forme d'un testament olographe. Par conséquent, **les ayants droit ont convenu** de ne pas qualifier cet écrit de testament olographe et de ne pas l'appliquer.

DEVOLUTION SUCCESSORALE

La dévolution successorale s'établit comme suit :

Héritiers

1°) Monsieur Yves Benoît Ghislain **STRUYVEN**, retraité, époux de Madame Dorothea Helga Marie **LINDNER**, demeurant à CANNES (06400) 16 allée de la Forêt.

Né à BREST (29200) le 8 août 1927.

Initialement soumis au régime de la communauté de biens réduire aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébré à la mairie de POUYLEBON (32320), le 11 septembre 2009.

Actuellement soumis au régime de la communauté universelle, aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Jean-Jacques SARLAT, notaire à AUCH (32000), le 5 janvier 2012.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification depuis.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Son père, héritier pour le quart (1/4) en pleine propriété des biens et droits objets de la succession.

Précision étant ici faite que Monsieur Yves STRUYVEN a adopté Monsieur Olivier STANG par suite d'un jugement d'adoption simple rendu le 18 novembre 2015 par le Tribunal judiciaire de AUCH.

2°) Madame Dorothea Helga Marie **LINDNER**, retraitée, épouse de Monsieur Yves Benoît Ghislain Benoît **STRUYVEN**, demeurant à CANNES (06400) 16 allée de la Forêt.

Née à JADE (ALLEMAGNE) le 14 septembre 1948.

Initialement soumise au régime de la communauté de biens réduire aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébré à la mairie de POUYLEBON (32320), le 11 septembre 2009.

Actuellement soumise au régime de la communauté universelle, aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Jean-Jacques SARLAT, notaire à AUCH (32000), le 5 janvier 2012.

De nationalité allemande.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Sa mère, héritière pour le quart (1/4) en pleine propriété des biens et droits objets de la succession.

3°) Madame Adélaïde Marie Constance **BENNETT STRUYVEN**, restauratrice, épouse de Madame Marie Ange **ALEXIS**, demeurant à TOULOUSE (31000) 14 rue du Pont de Tounis.

Née à SAUMUR (49400) le 19 octobre 1986.

Mariée à la mairie de TOULOUSE (31000) le 3 février 2024 sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Nathalie CAYROU LAURE, notaire à TOULOUSE, le 2 octobre 2023.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Sa sœur, héritière pour la moitié (1/2) en pleine propriété des biens et droits objets de la succession.

QUALITES HEREDITAIRES

Monsieur Yves **STRUYVEN** Madame Dorothea **STRUYVEN** sont habiles à se dire et porter héritiers de Monsieur Olivier STANG STRUYVEN leur fils susnommé.

Madame Adélaïde **BENNETT STRUYVEN** est habile à se dire et porter héritière de Monsieur Olivier STANG STRUYVEN son frère susnommé.

EFFETS DE L'ACTE DE NOTORIETE

Le notaire soussigné informe les requérants des dispositions des articles 730-2, 730-3, 730-4, 730-5 et 778 du Code civil ci-après littéralement rapportés :

Article 730-2 - L'affirmation contenue dans l'acte de notoriété n'emporte pas, **par elle-même, acceptation de la succession.**

(Sauf acceptation expresse dans l'acte)

Article 730-3 - L'acte de notoriété ainsi établi fait foi jusqu'à preuve du contraire.

Celui qui s'en prévaut est présumé avoir des droits héréditaires dans la proportion qui s'y trouve indiquée.

Article 730-4 - Les héritiers désignés dans l'acte de notoriété ou leur **mandataire commun sont réputés, à l'égard des tiers détenteurs de biens de la succession, avoir la libre disposition de ces biens et, s'il s'agit de fonds, la libre disposition de ceux-ci dans la proportion indiquée à l'acte.**

(En cas de pluralité d'ayants-droit, cet article n'emporte pas droit à l'encaissement individuel des fonds, lequel réclamera un accord unanime).

Article 730-5 - Celui qui, sciemment et de mauvaise foi, se prévaut d'un acte de notoriété inexact, encourt les pénalités de recel prévues à l'article 778, sans préjudice de dommages-intérêts.

Article 778 - Sans préjudice de dommages et intérêts, l'héritier **qui a recelé des biens ou des droits d'une succession ou dissimulé l'existence d'un cohéritier est réputé accepter purement et simplement la succession, nonobstant toute renonciation ou acceptation à concurrence de l'actif net, sans pouvoir prétendre à aucune part dans les biens ou les droits détournés ou recelés. Les droits revenant à l'héritier dissimulé et qui ont ou auraient pu augmenter ceux de l'auteur de la dissimulation sont réputés avoir été recelés par ce dernier.**

Lorsque le recel a porté sur une donation rapportable ou réductible, l'héritier doit le rapport ou la réduction de cette donation sans pouvoir y prétendre à aucune part.

L'héritier receleur est tenu de rendre tous les fruits et revenus produits par les biens recelés dont il a eu la jouissance depuis l'ouverture de la succession.

Ceci exposé, il est passé aux déclarations et affirmations du ou des requérants.

AFFIRMATION DE LA QUALITE HEREDITAIRE

Les requérants attestent la dévolution successorale telle qu'établie ci-dessus, et certifient qu'à leur connaissance il n'existe aucun autre ayant droit venant à la succession.

Ils déclarent que la personne décédée n'a laissé aucune disposition à cause de mort non relatée aux présentes.

Ils affirment, en conséquence, que les personnes figurant dans la dévolution successorale ont seules vocation et qualité à recueillir la succession.

Les requérants affirment en outre :

- que le notaire soussigné les a informés de la possibilité d'accepter purement et simplement la succession ou d'y renoncer, ou encore d'accepter la succession à concurrence de l'actif net pour n'être, dans cette dernière hypothèse, tenus des dettes successorales que jusqu'à concurrence de la valeur des biens recueillis ;

- qu'il a particulièrement attiré leur attention ;

1 - sur les conséquences de l'acceptation pure et simple qui les rend alors responsables des **dettes** de la succession sur leur patrimoine personnel **sans limitation** ;

2 - sur le recel des biens ou des droits d'une succession ou la **dissimulation de l'existence d'un cohéritier, qui rend l'héritier fautif** purement et simplement acceptant de la succession nonobstant **toute renonciation ou acceptation à concurrence de l'actif net, sans pouvoir** prétendre à aucune part dans les biens ou droits divertis ou recelés ;

3 - sur les **dispositions** de l'article 786 du Code civil ci-après littéralement rapportées :

« L'héritier acceptant purement et simplement ne peut plus renoncer à la succession ni l'accepter à concurrence de l'actif net. Toutefois, il peut demander à être déchargé en tout ou partie de son obligation à une dette successorale qu'il avait des motifs légitimes d'ignorer au moment de l'acceptation, lorsque l'acquittement de cette dette aurait pour effet d'obérer gravement son patrimoine personnel. L'héritier doit introduire l'action dans les cinq mois du jour où il a eu connaissance de l'existence et de l'importance de la dette. »

ABSENCE D'INVENTAIRE

Les requérants déclarent qu'après le décès et jusqu'à ce jour, il n'a pas été dressé d'inventaire.

ACTE DE DECES

L'acte de décès numéro 299 de Monsieur Olivier **STANG STRUYVEN** a été dressé le 12 décembre 2023, et une copie intégrale en date du 12 décembre 2023 est annexée.

FICHER DES DISPOSITIONS DE DERNIERES VOLONTES

Le compte-rendu de l'interrogation effectuée auprès du fichier des dispositions de dernières volontés n'a pas révélé l'existence d'inscriptions. Ce compte-rendu en date du 8 janvier 2024 est annexé.

PIECES JUSTIFICATIVES PRODUITES

Les pièces suivantes ont été produites entre les mains du notaire soussigné :

- Copie par extrait du livret de famille des parents de la personne décédée ;
- Copie intégrale de l'acte de naissance des ayants droit ;
- Copie intégrale de l'acte de mariage des ayants droit ;
- Copie des contrats de mariage des ayants droit.

MENTION DE L'ACTE DE NOTORIETE

Mention de l'existence de l'acte de notoriété sera portée en marge de l'acte de décès.

ATTESTATION IMMOBILIERE - INFORMATION

Le notaire soussigné informe les **ayants** droit de l'obligation de faire constater dans une **attestation** notariée **toutes transmissions** par décès des droits réels immobiliers pouvant dépendre de la succession.

Les **ayants droit** requièrent le **notaire** soussigné d'établir cette attestation, s'obligeant à lui fournir à sa demande tous les éléments nécessaires.

OBLIGATIONS FISCALES - AVERTISSEMENT

Les requérants déclarent avoir été avertis par le notaire soussigné :

- De l'obligation de déclarer à l'administration fiscale le patrimoine de la succession et ce dans un délai de six mois à compter du jour du décès si le défunt est décédé en **France métropolitaine** et un an s'il est décédé hors de France métropolitaine, la déclaration devant être accompagnée du règlement des droits s'il y a lieu.
- Qu'en cas de dépassement de ce délai, ou de redressement pour omission dans la déclaration, ou de non-paiement en tout ou partie des droits exigibles, court un intérêt de retard mensuel fixé par l'administration et calculé sur le montant des droits (l'intérêt de retard est actuellement de 0.20% par mois calculé du premier jour du mois suivant celui auquel l'impôt devait être **acquitté et arrêté au dernier jour du mois du paiement**).
- **Qu'en outre, une pénalité est susceptible d'être appliquée, après mise en demeure ou en cas de manœuvres destinées à éluder tout ou partie de l'impôt.**
- Que l'article 1727 II 3° du Code général des impôts permet l'exonération de l'intérêt de retard lié au dépôt tardif de la déclaration lorsque l'insuffisance des chiffres déclarés n'excède pas 10% de la base d'imposition retenue après redressement.
- **Que de l'article 1727 V du même Code permet une réduction de moitié de l'intérêt de retard en cas de régularisation spontanée de la part du contribuable suite à une erreur ou une omission de sa part commise de bonne foi.**
- Que les intérêts de retard ne sont pas applicables aux éléments d'imposition pour lesquels le contribuable a justifié dans la déclaration des motifs de droit **ou de fait qui les conduisent à ne pas les mentionner.**
- **Qu'il leur est possible de demander à l'administration de contrôler, lors du dépôt de celle-ci, afin d'obtenir un « quitus succession » (sauf omission ou remise en cause d'une exonération).**
- Qu'il leur est possible de demander à l'administration un rescrit, c'est-à-dire une prise de position **formelle** sur une situation de **fait** au regard d'un texte fiscal.
- Que les droits de mutation par décès sont acquittés par les héritiers, donataires ou légataires et que les cohéritiers sont solidaires du paiement de ces droits. (Cette solidarité n'existe toutefois pas entre les héritiers et les légataires même universels, ni entre les légataires).
- Que l'administration est susceptible de demander le dépôt d'une déclaration de **revenus** de la personne décédée ou la production d'une déclaration sur les revenus au titre des années précédant le décès.

Les requérants demandent au notaire soussigné d'établir la déclaration de succession, s'obligeant à lui fournir à sa demande tous les éléments nécessaires, ou à lui donner pouvoir pour les obtenir.

Le notaire précise que l'administration est en droit d'adresser à l'un quelconque **des** ayants droit ou des signataires de la déclaration de succession ses demandes d'éclaircissements et de justifications ainsi que ses propositions de rectification.

CONTRATS D'ASSURANCE VIE

Le notaire soussigné informe les requérants **de la** nécessité de porter à sa connaissance l'intégralité des contrats d'assurance-vie souscrits par le défunt.

Le principe selon lequel les capitaux des contrats d'assurance vie et les primes versées par le contractant sont hors succession connaît en effet quelques

exceptions. En cas de primes **manifestement** exagérées, d'absence de bénéficiaire déterminé ou d'assurance souscrite au profit du souscripteur, la composition de l'actif successoral s'en trouvera impactée. Par ailleurs, la déclaration de succession devra tenir compte de la fiscalité suivante applicable aux contrats d'assurance vie.

Date de souscription des contrats	Versements
AVANT LE 20.11.1991	Quel que soit l'âge de l'assuré - exonération de droits de succession (instruction N° 80 BOI 7G-5-02 du 30/04/2002) - pour les primes versées après le 13/10/1998 : par bénéficiaire, après un abattement de 152.500 €, prélèvement par l'assureur de 20% sur la part taxable jusqu'à 700.000 € et de 31,25% au-delà (art. 990 I du CGI).
A COMPTER DU 20.11.1991	Versements effectués <u>avant les 70 ans</u> de l'assuré - exonération des droits de succession - pour les primes versées après le 13/10/1998 : par bénéficiaire, un abattement de 152.500 €, par prélèvement par l'assureur de 20% sur la part taxable jusqu'à 700.000 € et de 31,25% au-delà (art. 990 I du CGI) Versements effectués <u>après les 70 ans</u> de l'assuré (instruction n° 16 BOI 7G-2-02 du 23/01/2002) Taxation au titre des droits de succession après un abattement global de 30.500,00 € quel que soit le nombre de contrats souscrits par l'assuré et le nombre de bénéficiaires (art. 757 B du CGI). Cet abattement se répartit entre tous les bénéficiaires imposables en fonction du montant des sommes reçues par chacun d'eux au titre de l'assurance vie.
A COMPTER DU 13.10.1998	Versements effectués <u>avant les 70 ans</u> de l'assuré Par bénéficiaire, après un abattement de 152.500 €, prélèvement par l'assureur de 20% sur la part taxable jusqu'à 700.000 € et de 31,25% au-delà (art.990 I du CGI) Versements effectués <u>après les 70 ans</u> de l'assuré Taxation au titre des droits de succession après un abattement global de 30.500,00 € quel que soit le nombre de contrats souscrits par l'assuré et le nombre de bénéficiaires (art. 757 B du CGI). Cet abattement se répartit entre tous les bénéficiaires imposables en fonction du montant des sommes reçues par chacun d'eux au titre de l'assurance vie.
A COMPTER DU 22.08.2007	Exonération totale : - pour le conjoint survivant et le partenaire lié par PACS - pour les frères et sœurs bénéficiant du nouvel article 796 O ter du CGI.

Les requérants donnent mandat au notaire à l'effet d'écrire à l'AGIRA et d'interroger le fichier national des contrats d'assurance-vie dénommé FICOVIE. Ce fichier permet d'obtenir communication des renseignements relatifs aux contrats de

capitalisation souscrits par la personne décédée. Étant observé que le notaire mandaté par le bénéficiaire éventuel d'un contrat d'assurance vie dont le défunt était l'assuré **obtient** communication **des** renseignements relatifs aux seuls contrats dont le mandant est nominativement bénéficiaire.

ENREGISTREMENT

Droit payé sur état : 25 euros.

AUTORISATION DE DESTRUCTION DES DOCUMENTS ET PIÈCES

Les parties autorisent l'office notarial à détruire toutes pièces et documents pouvant avoir été établis en vue de la conclusion du présent acte, considérant que celui-ci contient l'intégralité des conventions auxquelles elles ont entendu donner le caractère d'authenticité.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Electronique des Notaires, registre du PACS, etc.).
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique **et** ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : clil@notaires.fr.

Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier, les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sans renvoi

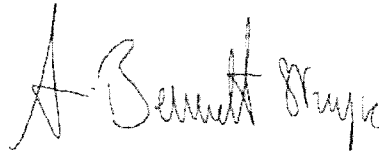
Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en en-tête du présent acte.

Et lecture faite, les requérants ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de la signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

Mme **BENNETT**
STRUYVEN Adélaïde
agissant en son nom et
en qualité de
représentant a signé

à TOULOUSE
le 12 février 2024



et le notaire Me
CAYROU LAURE
NATHALIE a signé

à TOULOUSE
L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE
LE DOUZE FÉVRIER

